

# A Calais, grève de la faim en soutien aux migrants

Les grévistes dénoncent les conditions de survie déplorables et le dialogue de sourds entre Etat et associations

CALAIS (PAS-DE-CALAIS) - envoyée spéciale

## Calais a reçu ces derniers jours la visite de Gérald Darmanin, celle du président par intérim du RN, Jordan Bardella, ou celle de Nicolas Sarkozy

**C'**est en plein centre-ville, place Crève-coeur, dans l'église Saint-Pierre de Calais (Pas-de-Calais), que les trois grévistes ont installé leurs lits de camp. Depuis lundi 11 octobre, Philippe Demeestere, aumônier du Secours catholique de Calais, Anaïs Vogel et Ludovic Holbein, un couple de trentenaires mobilisés depuis plusieurs mois auprès des personnes migrantes, ont entamé une grève de la faim. C'est la première fois qu'ils engagent une telle démarche. Et c'est la première fois depuis 2016 qu'une telle action est déclenchée à Calais. A l'époque, plusieurs Iraniens s'étaient cousus la bouche et avaient cessé de s'alimenter pour dénoncer les conditions de vie dans la «jungle».

Cinq ans presque jour pour jour après le démantèlement du bidonville, à bien des égards Calais semble se réduire à l'éternelle répétition du même. Le même goulet d'étranglement sur la route migratoire vers l'Angleterre, distante de 30 kilomètres à peine ; les mêmes conditions de vie déplorables, où le froid le dispute à la faim dans les campsements ; le même hantise de la part des pouvoirs publics de créer des points de fixation ; le même dialogue de sourds entre eux et les acteurs associatifs.

«Il n'y a plus aucune écoute de la part des autorités», fait valoir Ludovic Holbein. «L'Etat se radicalise donc on choisit une action radicale», ajoute Anaïs Vogel.

«On ne sait plus comment faire pour être entendu», prolonge Juliette Delaplace, chargée de mission au Secours catholique à Calais. Les conditions de survie sont abominables mais les mots n'ont plus aucun poids. Le gouvernement est aveugle et sourd à ce que dit le Défenseur des droits ou la commission consultative des droits de l'homme... et même les décisions administratives sont en faveur des politiques de l'Etat.»

### «Le défilé des horreurs»

Actuellement, les associations estiment que 1500 personnes «vivent» à Calais et ses alentours. Les autorités parlent, elles, de 550 migrants environ. Majoritairement Soudanais et Erythréens, ils sont dispersés entre plusieurs campements et le centre-ville.

Les grévistes ont formulé trois demandes : que cessent, le temps de la trêve hivernale, les démantèlements quotidiens de campements ; que cesse sur la même

période la confiscation des effets personnels et des tentes lors de ces opérations d'expulsion et, enfin, qu'un dialogue soit rétabli avec l'Etat pour déterminer des espaces d'intervention humanitaire. Depuis plus d'un an, des arrêtés préfectoraux interdisent les distributions alimentaires dans la ville tandis que grilles, barbelés et rochers défigurent l'espace dans un nombre toujours croissant d'endroits. «Ce sont des demandes extrêmement raisonnables», fait remarquer Juliette Delaplace, consciente que le calendrier électoral ne joue pas en leur faveur.

Alors que les préminces de la campagne présidentielle semblent avoir été aimantées sur la thématique migratoire, la ville de Calais a reçu ces derniers jours la visite du ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, celle du président par intérim du Rassemblement national, Jordan Bardella, ou encore celle de Nicolas Sarkozy, venu remettre la Légion d'honneur à la maire Nathacha Bouchart (LR) pour son engagement dans la crise migratoire.

«Politiquement, c'est le défilé des horreurs», s'inquiète Juliette Delaplace. C'est dans ce contexte tendu que plusieurs associations soutiennent la grève de la faim, à l'image d'Utopia 56 : «On fait un travail dans l'urgence mais si d'autres parviennent à créer des actions plus politiques, ça ne peut être que bénéfique», estime Marguerite Combes, coordinatrice de l'association à Calais.

L'urgence. Elle préside ici au quotidien de tous : se nourrir, trouver un abri pour la nuit, charger son téléphone, se laver, traverser la Manche... Entre vendredi et lundi, plus de 1500 personnes sont parvenues à rejoindre l'Angleterre par la mer tandis qu'un demi-millier ont été secourues dans les eaux françaises ou empêchées de traverser. Le phénomène des small boats ne cesse de prendre de l'ampleur depuis fin 2018. «C'est devenu le moyen de passage majoritaire», croit Marguerite

Combes. En 2021, environ 17 000 personnes ont rallié les côtes anglaises à bord de ce type d'embarcation, tandis que plus de 10 000 migrants ont été découverts dans des poids lourds qui s'apprêtaient à rejoindre le port ou l'Eurotunnel.